



LA CHINE HORS LES MURS

LETTRE D'INFORMATION BIMESTRIELLE



SOMMAIRE

Editorial , par Paul Clerc Renaud.....	2
Chine : une situation politique intérieure et internationale pleine d'incertitudes , par Jean-Pierre Cabestan.....	5
Que réserve le dragon de bois à l'empire chinois ? Par Christophe Granier.....	7
Chine / Afrique : une relation très asymétrique , entretien de Thierry Pairault par G.Picut....	12
Inventaire des actions de la Chine pour accélérer la transition énergétique et lutter contre le changement climatique , par Alexandre Xing, avec l'aide de Thierry Laurent.....	15
Les énergies renouvelables, nouvelles armes économiques du 14e plan chinois (2021-2025) ? Par Chia-Lin Coispeau.....	19
Focus : China Longyuan Power Group , par le Comité France-Chine.....	22
Dernières nouvelles des relations franco-chinoises , par le Comité France-Chine.....	24
Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise , par Paul Clerc-Renaud.....	25



CONTACT

chinehorslesmurs@cnccef.org

CHINE/AFRIQUE : UNE RELATION TRÈS ASYMÉTRIQUE

ENTRETIEN AVEC THIERRY PAIRAULT, RÉALISÉ PAR GAËLLE PICUT

Entretien avec Thierry Pairault, directeur de recherche émérite (CNRS/EHESS) et spécialiste des présences chinoises en Afrique.

Depuis quand la Chine s'intéresse-t-elle à l'Afrique ?

Thierry Pairault : La Chine s'est toujours intéressée à l'Afrique, mais les formes ainsi que l'intensité de cet intérêt ont considérablement varié selon les époques. Dès les années 50, par exemple, la Chine a soutenu le mouvement de libération algérien. Mais la Chine étant alors faible économiquement, il s'agissait surtout d'un soutien moral et de quelques dons matériels. Elle a également soutenu d'autres mouvements d'indépendance et a tissé des liens politiques avec des pays colonisés ou récemment décolonisés. En 1953 par exemple, Félix Moumié, militant de l'UPC (Union des Populations camerounaises) au Cameroun, est reçu à Pékin. Mais c'est **la conférence de Bandung, en avril 1955**, qui réunit les représentants de vingt-neuf pays d'Afrique et d'Asie, nouvellement indépendants, qui est le point de départ de la mise en œuvre d'une véritable politique chinoise au sud du Sahara. Ensuite, la révolution culturelle chinoise marque une pause des liens entre l'Afrique et la Chine.

On assiste à **un retour de l'intérêt chinois pour l'Afrique en 1989**, à la suite du massacre de la place Tiananmen. Le contexte est alors complètement différent. La Chine cherche de nouveaux soutiens politiques faute de pouvoir s'appuyer sur les pays occidentaux et ses liens avec l'Afrique vont lui permettre de consolider son statut dans l'arène internationale. Dès janvier 1990, le ministre chinois des Affaires étrangères se rend en Afrique et depuis cette date, c'est devenu une tradition établie de se rendre en Afrique pour sa première visite d'État de l'année. **La Chine va se constituer progressivement une clientèle d'abord politique et accessoirement commerciale.** Cette instrumentalisation a effectivement fonctionné puisque la Chine a réussi à obtenir simultanément quatre directions d'agences onusiennes, dont la FAO (Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture) en 2019, grâce aux voix des pays africains. C'est également à partir des années 1990 qu'un nouvel élan est insufflé aux échanges économiques sino-africains : commerce, mines et hydrocarbures, co-entreprises, investissement, aide au développement.

Davantage que d'un engouement de la Chine pour l'Afrique, il est donc plus juste de parler de **relations opportunistes.**

Les interventions chinoises en Afrique dans le financement, la construction et la gestion des infrastructures (ports, chemin de fer, barrages, énergie...) correspondent-elles à une stratégie nationale chinoise cohérente ou à des initiatives individuelles des pays africains et/ou des acteurs chinois ?

Croire que la Chine est un bloc homogène, à la tête d'un grand plan central pour l'Afrique est une erreur. Les choses sont beaucoup plus compliquées. L'Afrique, c'est 54 États (non inclus le Somaliland, ni a fortiori le Sahara occidental ou le Pount), 54 histoires, et encore plus d'ethnies. Autant de réalités qu'il faut aborder avec nuances. **En Afrique, on rencontre à la fois des entreprises publiques et privées chinoises, dont les stratégies peuvent être très différentes.** Parmi les grandes entreprises publiques, il faut distinguer celles qui sont missionnées par le gouvernement chinois pour garantir l'approvisionnement en matières premières de celles qui sont à la recherche de marchés et de profits comme les grandes entreprises de construction. Quant aux entreprises publiques provinciales, elles agissent de façon assez autonome par rapport au pouvoir central chinois, leur loyauté allant d'abord à leur province d'origine. De même, les entreprises privées peuvent jouir d'une grande autonomie, même si parfois le gouvernement central chinois peut indirectement bloquer un projet, comme cela avait été le cas au Maroc, où l'entreprise chinoise Haite avait le projet de constituer une zone économique spéciale privée à Tanger, mais qui malgré le soutien initial de la Banque marocaine du commerce extérieur y échoua faute, sans doute, de recevoir le soutien de Pékin. On assiste donc à la coexistence de multiples stratégies chinoises, selon la nature des entreprises.

À mon sens, **l'apport le plus important de la Chine en Afrique a été de montrer qu'il y avait d'autres interlocuteurs possibles que les ex-puissances coloniales et les pays occidentaux.** L'Afrique n'est plus enfermée dans un monologue avec ces derniers, mais a aussi le choix d'établir des partenariats avec l'Inde, le Brésil, la Corée du Sud ou le Japon, la Turquie et les pays du Golfe. L'arrivée de la Chine et de ces autres pays est de ce fait une sorte d'achèvement des indépendances.

L'idée de la Banque mondiale au début des années 2000 était de favoriser le développement des pays africains à l'instar de la Chine par des infrastructures (ports, autoroutes, aéroports, gares routières...) et des financements chinois. Mais aujourd'hui, la Chine, l'Afrique et la Banque mondiale prennent conscience qu'il ne suffit pas de dépenser de l'argent pour provoquer le choc de développement économique recherché. **Les pays africains réalisent que la présence chinoise peut-être n'est pas à elle seule une solution et qu'ils doivent prendre leur développement en main.** C'est pourquoi aujourd'hui on parle désormais de l'agencité - ou l'agentivité - des pays africains qui est leur aptitude à opérer ou à introduire d'eux-mêmes des changements socio-économiques et politiques.

CHINE/AFRIQUE : UNE RELATION TRÈS ASYMÉTRIQUE

Prenons la stratégie portuaire en Afrique de l'Ouest. Les pays africains veulent tous se doter de grands ports modernes ; or la taille de ces ports, faute de concertation régionale, est souvent inadaptée tant à la taille du trafic potentiel qu'à la concurrence. Ces pays ont confié leur construction à des entreprises chinoises le plus souvent à l'aide de financements chinois. Comme pour les chemins de fer (Éthiopie, Kenya), la Chine ici n'a pas toujours joué son rôle de banquier responsable qui, afin d'organiser des remboursements sans problème, aurait dû s'assurer de l'adéquation des opérations qu'elle finançait à leur environnement économique et politique.

Si l'on regarde les financements, on voit qu'il existe une variété de solutions, qui ont varié dans le temps, mais qui peuvent co-exister. Avant 2018, il s'agissait principalement de prêts gouvernementaux chinois aux gouvernements africains (prêts bilatéraux). Aujourd'hui, les entreprises chinoises négocient des prêts, parfois même auprès de banques françaises ou de l'AFD, voire prêtent directement aux gouvernements africains.

La Chine va-t-elle diminuer les sommes allouées à l'Afrique ? Les statistiques semblent montrer une baisse, mais elles ne repèrent que les sommes prêtées par l'État chinois et donnant lieu à des flux financiers internationaux, mais non les financements des entreprises chinoises par des banques chinoises, ni les avances de ces entreprises aux gouvernements africains.

Peut-on discerner de la part du gouvernement chinois une stratégie de contrôle géostratégique, avec des priorités géographiques ? Quelle est l'influence de la stratégie des nouvelles routes de la soie dans ces choix ?

Les actions chinoises dévoilent davantage la volonté de se constituer une clientèle politique plus qu'une véritable stratégie de contrôle géostratégique. La construction de ports sur la façade ouest le prouve. Stratégiquement, on les aurait plutôt attendus à l'Est. Certes, la Chine a installé une base navale à Djibouti, mais c'est davantage un moyen de s'affirmer comme une grande puissance à l'égale des autres qu'un acte purement militaire visant les pays occidentaux.

Concernant les nouvelles routes de la soie, il faut bien comprendre les deux phénomènes qui se sont échelonnés dans le temps : d'abord une stratégie économique à destination des marchés européens, avec la réalisation d'infrastructures essentiellement dans les pays eurasiatiques, qui a ensuite basculé en une initiative politique généralisée dont les pays africains étaient demandeurs. Or ces « nouvelles » routes de la soie tangentent les pays africains, le seul pays initialement concerné était l'Égypte, unique pays africain statistiquement recensé comme pays où la Chine a investi au titre des nouvelles routes de la soie. L'Afrique n'était pas incluse au départ dans le projet chinois de 2013.

Peut-on observer de la part des entreprises chinoises des stratégies de possession ou de gestion durable, ou au contraire opportunistes et de court terme ?

Tout investissement est une stratégie de possession. Or, **la Chine n'investit que très peu en Afrique.** En 2022, elle n'y a investi que 1,5 milliard de dollars, ce n'est rien par rapport à ce qu'elle investit par exemple dans des pays d'Asie du Sud-Est. **La majorité des activités menées par les entreprises chinoises en Afrique ne relève pas de l'investissement, mais de la fourniture de marchandises et des prestations de services, surtout dans les secteurs de la construction et des infrastructures.**

Par exemple, on a dit que la Chine était propriétaire du port de Lekki au Nigéria, mais c'est faux ! Une entreprise chinoise, CHEC, a réalisé (avec d'autres entreprises étrangères et nigérianes) des travaux à la demande d'une entreprise singapourienne concessionnaire et c'est CMA-CGM qui gère le terminal. L'entreprise chinoise (et non la Chine) participe au fonds commun de créances, elle exerce à ce titre, comme les autres créanciers un contrôle sur la gestion du port, mais ni CHEC ni a fortiori la Chine ne sont propriétaire du port.

La Chine exploite les ressources minières de l'Afrique, mais pour ne pas être dépendante de l'un de ces pays, elle a diversifié ses fournisseurs. Pour chaque produit, la Chine a des alternatives. Rappelons-le, **l'Afrique c'est seulement 3% du commerce extérieur chinois. Mais pour l'Afrique, la Chine n'est pas marginale.** 80% des travaux d'infrastructures sont réalisés par la Chine. **Il existe donc une asymétrie totale.** Économiquement et politiquement, l'Afrique est très dépendante de la Chine, qui fait preuve d'opportunisme (ou de pragmatisme) économique.

Le commerce sino-africain et le déficit commercial africain, en pleine expansion

La Chine importe d'Afrique du pétrole brut, du cuivre, du cobalt, du lithium, du minerai de fer, des diamants, de l'or et quelques produits agricoles (pour un montant de 109 milliards de dollars en 2022). En échange, elle vend en Afrique des machines, des motos, des voitures, des produits électroniques (portables, téléviseurs, etc.) et textiles (pour un montant de 173 milliards de dollars en 2022).

Le commerce Chine/Afrique a atteint 282 milliards en 2023 cf. graphe ci-contre). L'Afrique du Sud, l'Angola et le Congo sont les trois pays africains avec lesquels la Chine commerce le plus.

Le commerce sino-africain en pleine forme

Evolution du volume des échanges entre la Chine et l'Afrique (en milliards de dollars)

